

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1978-1979

Annexe au procès-verbal de la séance du 25 avril 1979.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

*relatif à l'organisation du contrôle
des matières fertilisantes et des supports de culture.*

TRANSMIS PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

A

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Renvoyé à la commission des Affaires économiques et du Fin, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

*L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, le projet
de loi dont la teneur suit :*

Voir les numéros :

Assemblée nationale (6^e légial.) : 137, 834 et in-8° 150.

Engrais et amendements. — Agriculture - Produits chimiques - Pollution.

PROJET DE LOI

Article premier.

La présente loi est applicable aux matières fertilisantes et aux supports de culture.

Au sens de la présente loi :

— les matières fertilisantes comprennent les engrais, les amendements et, d'une manière générale, tous les produits dont l'emploi est destiné à assurer ou à améliorer la nutrition des végétaux ainsi que les propriétés physiques, chimiques et biologiques des sols ;

— les supports de cultures sont des produits destinés à servir de milieu de culture à certains végétaux.

Art. 2.

Il est interdit d'importer, de détenir en vue de la vente, de mettre en vente, de vendre ou de distribuer à titre gratuit, sous quelque dénomination que ce soit, des matières fertilisantes et des supports de culture lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet d'une homologation ou, à défaut, d'une autorisation provisoire de vente ou d'importation.

Toutefois, sous réserve de l'innocuité des matières fertilisantes ou supports de cultures à l'égard de l'homme, des animaux, ou de leur environnement, les dispositions du premier alinéa du présent article ne sont pas applicables :

1. Aux produits dont la normalisation, au sens de la loi du 24 mai 1941, a été rendue obligatoire ;

2. Aux produits mis sur le marché dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires prises en application de directives des Communautés européennes, lorsque ces dispositions ne prévoient ni homologation ni autorisation préalable à la mise en vente ;

3. Aux produits organiques et aux supports de culture d'origine naturelle mélangés ou non, à l'exclusion des déchets urbains, des boues des stations d'épuration et des résidus des industries non alimentaires qui devront être soumis à normalisation ;

4. Aux rejets, dépôts, déchets ou résidus dont l'évacuation, le déversement ou l'épandage sur des terrains agricoles est réglementé, cas par cas, en application de la loi du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ou de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, eu égard à la conservation de la fertilité des sols.

Art. 3.

Les homologations prévues à l'article 2 ne peuvent être accordées qu'aux produits qui ont fait l'objet d'un examen destiné à vérifier leur efficacité et leur innocuité à l'égard de l'homme, des animaux et de leur environnement. Cette vérification peut notamment être effectuée par un contrôle de leur composition (physique, chimique, biologique) éventuellement complété par des essais culturaux.

Les autorisations provisoires de vente ou d'importation peuvent être délivrées pour les produits en instance d'homologation. Elles cessent d'avoir effet à l'expiration d'un délai de quatre ans ; toutefois, ce délai peut être prorogé avant son expiration pour une durée maximale de deux ans.

Art. 4.

Les normes, les décisions d'homologation et les autorisations provisoires de vente ou d'importation peuvent comporter des prescriptions particulières d'emploi du produit qui figureront de manière claire et apparente sur son emballage ou sur une étiquette solidaire de celui-ci.

Lorsque ces prescriptions ne sont pas respectées ou lorsqu'à la suite d'un fait nouveau un produit s'avère dangereux pour l'homme, les animaux ou leur environnement :

— s'il s'agit d'un produit normalisé, sa mise en vente et sa distribution à titre gratuit est interdite ;

— dans les autres cas, l'homologation ou l'autorisation provisoire de vente ou d'importation est retirée.

Ces décisions d'interdiction ou de retrait prévues à l'alinéa précédent, éventuellement prononcées après un nouvel examen, doivent être motivées.

Art. 4 bis (nouveau).

Les producteurs ou importateurs des produits définis à l'article premier sont tenus d'indiquer à l'autorité administrative compétente les faits nouveaux découlant

soit de l'amélioration des connaissances scientifiques et techniques, soit de l'observation des effets de ces produits, faisant apparaître des dangers pour l'homme, les animaux ou leur environnement.

Tous renseignements complémentaires ou essais de vérification nécessaires à l'application des articles 3 et 4 peuvent être demandés aux producteurs et aux importateurs.

Art. 4 *ter* (nouveau).

Compte tenu de l'avancement des connaissances scientifiques et des conditions locales d'utilisation, l'usage des produits définis à l'article premier de la présente loi peut être réglementé ou limité par arrêté du ministre de l'Agriculture pour prévenir les inconvénients éventuels, directs ou indirects, de cet usage vis-à-vis de l'homme, des animaux et de leur environnement et assurer notamment la sauvegarde de la qualité des eaux et la conservation de la fertilité des sols.

Art. 5.

Est considérée comme comportant des indications fausses ou de nature à induire en erreur toute publicité relative à des produits définis à l'article premier dans laquelle il sera fait état de possibilités ou de conditions d'emploi non prévues soit dans les normes, soit dans les décisions d'homologation ou les autorisations provisoires de vente ou d'importation, soit dans les dispositions réglementaires prises en application de directives des Communautés européennes.

Art. 6.

Seront punis :

1. des peines fixées à l'article premier de la loi modifiée du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services ceux qui auront enfreint les interdictions prescrites au premier alinéa de l'article 2, au deuxième alinéa de l'article 4 et au premier alinéa de l'article 4 *bis* de la présente loi ;

2. des peines fixées à l'article 44, paragraphe II, 11^o alinéa, de la loi modifiée du 27 décembre 1973 sur l'orientation du commerce et de l'artisanat ceux qui auront commis l'infraction définie à l'article 5 de la présente loi.

Les dispositions de l'article 2 de la loi précitée du 1^{er} août 1905 sont applicables aux infractions visées aux 1 et 2 du présent article.

Art. 7.

Sont qualifiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de la présente loi les agents habilités en matière de répression des fraudes, les agents énumérés au premier alinéa de l'article 1244-3 du Code rural et les agents du service de la protection des végétaux.

Sous réserve de l'application des dispositions du Code des douanes relatives à la recherche, la constatation et la poursuite des infractions douanières à la

présente loi, ces agents devront se conformer aux procédures utilisées pour la mise en œuvre de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services.

Art. 8.

Les frais de toute nature résultant des examens, prévus aux articles 3 et 4, des produits soumis à homologation en vertu de la présente loi sont couverts par des versements effectués par les demandeurs.

Le montant des versements est déterminé, d'après un barème établi par décret en Conseil d'Etat, en considération du coût des formalités, examens, études et essais. A défaut de paiement du versement dans le délai de deux mois de la notification de l'ordre de recette, le montant du versement est majoré de dix pour cent. Le recouvrement du principal et de la majoration est pour suivi comme en matière de créances étrangères à l'impôt et aux domaines.

Art. 9.

Le 5^o de l'article premier de la loi modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, est modifié comme suit :

« 5^o. — Les produits de défense des végétaux contre les attaques bactériennes et virales, ainsi que tout produit autre que les matières fertilisantes et les supports de culture, destiné à exercer une action sur les végétaux et sur le sol. »

Art. 10.

Au 2° de l'article 2 de la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques, après les mots « les antiparasitaires à usage agricole », il est ajouté « les matières fertilisantes et les supports de culture ».

Art. 11.

La loi modifiée du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais et des amendements est abrogée.

La référence faite à ladite loi par l'article premier de la loi modifiée du 10 mars 1937 organisant l'action en réduction de prix dans la vente des engrais et substances destinés à l'alimentation des animaux de ferme, ainsi que par les articles 5 et 15 de la loi du 1^{er} août 1905 modifiée sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, est remplacée par la référence à la présente loi.

Art. 12.

Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Celle-ci entrera en vigueur six mois à compter de la date de sa promulgation.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 avril 1979.

Le Président,

Signé : JACQUES CHABAN-DELMAS.